

## L'augmentation des prix au Canada

Denis Germain

Volume 44, numéro 2, juillet–septembre 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002925ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002925ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Germain, D. (1968). L'augmentation des prix au Canada. *L'Actualité économique*, 44(2), 328–337. <https://doi.org/10.7202/1002925ar>

à un niveau de revenu supérieur et le prémunit contre le risque de chômage. Dans la mesure où l'économie se transforme à un rythme sans cesse croissant, la formation générale doit être étendue pour rendre le travailleur apte à s'adapter à cette succession de changements. Pour le travailleur adulte dont le niveau de formation est faible, la course est cependant probablement perdue d'avance et il semblerait préférable de raisonner en termes de formation professionnelle adaptée aux circonstances changeantes du marché. Comme il est impossible de prévoir quelle sera la demande qui résultera de cette évolution, ce sont les institutions chargées du recyclage qui doivent avoir la souplesse et la perception nécessaire pour répondre aux besoins tels qu'ils se présentent au fil des mois et des années, du moins pour une fraction importante de notre main-d'oeuvre.

Pierre HARVEY

**L'augmentation des prix au Canada** Depuis 1965, on assiste, au Canada, à une montée des prix dont l'allure est devenue plutôt inquiétante surtout en 1966 et 1967, compte tenu de leur comportement depuis une dizaine d'années. En effet, l'indice des prix à la consommation a augmenté, sur une base annuelle, de 1965 à 1967, respectivement de 2.2, 3.8 et 3.5 p.c. Pour les 5 premiers mois de 1968, la hausse a été de 4.4 p.c. si on prend comme point de départ la période correspondante de 1967. Dans le passé, les augmentations les plus fortes, depuis 1950, sont apparues en 1951 alors que l'indice augmentait de plus de 10 p.c. par rapport à l'année précédente, puis en 1957 et 1958 avec des hausses de 3.2 et 2.6 p.c. Si on exclut l'année 1951, vu son caractère exceptionnel dû à la guerre de Corée, la présente vague de hausse des prix est la plus forte et la plus longue qu'ait connue le Canada depuis une quinzaine d'années. Afin d'avoir une meilleure idée de l'ampleur du phénomène, disons que de décembre 1951 à décembre 1964, soit 13 années, l'indice des prix à la consommation s'est accru de 17 p.c. alors que l'augmentation a été de 11 p.c. de décembre 1964 à décembre 1967, soit une période de 3 ans.

À l'échelon international, le Canada n'a rien à envier, si l'on peut dire, aux autres pays industrialisés dans ce domaine. En 1966, le taux d'augmentation a été plus élevé en Suède, aux Pays-Bas et au Japon, et moins élevé aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et en Italie. En 1967, alors que le taux d'augmentation des prix baissait d'une façon appréciable dans tous les pays qui viennent d'être cités sauf le Japon, la France et l'Italie, le Canada n'accusait qu'une baisse minime pour se classer au second rang après le Japon. Fait à noter, pour la plupart des pays considérés, au cours de cette même année, la baisse ou la hausse du taux d'augmentation des prix a coïncidé avec une baisse ou une hausse du produit national brut en volume (1961 = 100) alors que ce phénomène n'est pas du tout apparent au Canada. En effet, la hausse des prix, que l'on peut considérer « normale » jusqu'à un certain point, après 5 années d'expansion continue, ne semble pas vouloir s'atténuer à la suite du ralentissement de l'activité économique en 1966 et 1967.

Nous ne possédons pas tous les éléments pour porter un jugement fondé concernant la nature de ce phénomène et de toute façon, un tel jugement ne saurait être porté sans une analyse approfondie qui n'est pas du ressort de ce bref commentaire. Il est clair, cependant, qu'un tel comportement de l'économie canadienne ne peut que nuire à la position concurrentielle du Canada envers les autres pays, sans compter la détérioration du pouvoir d'achat du dollar qui s'ensuit.

\*  
\*   \*   \*

Essayons de voir brièvement quelle est la nature de cette hausse des prix, quels ont été les secteurs et les régions les plus affectés ?

À l'aide du tableau I, il est facile de voir que des « pointes » sont apparues dès 1963, notamment dans le secteur des produits alimentaires, de l'habillement et de la santé. Sauf pour les produits alimentaires, elles ont persisté en 1964. L'année suivante, l'indice augmentait à nouveau (2.4 p.c.) dans le cas de l'alimentation. Cependant, ce sont les secteurs « soins personnels et de santé » et « transports » qui ont, en 1965, essentiellement contribué à la hausse de l'indice global. Cependant, la hausse des prix n'était pas encore

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

généralisée. Ce n'est qu'en 1966 que tous les secteurs ont connu de fortes hausses de prix, en particulier les produits alimentaires. Ce mouvement a été en s'accroissant en 1967, sauf pour ce dernier secteur. Au cours des 5 premiers mois de 1968, ce mouvement à la hausse n'a donné aucun signe évident de ralentissement. En fait, depuis la fin de 1965, seul le second semestre de 1967 a donné lieu à l'établissement d'un palier dans ce mouvement ascendant des prix à la consommation.

Si l'on examine ce qui se passe au niveau des sous-indices, on constate que, de janvier 1967 à janvier 1968, l'augmentation a été presque partout plus forte que l'augmentation moyenne de janvier à janvier de 1963 à 1967. Le transport local accuse la plus forte hausse avec un taux d'environ 18. Entre 5 et 10 p.c. d'augmentation, notons les sous-secteurs suivants : restaurants, logement, vêtements pour hommes, soins de santé, lecture, tabac et alcool. La majorité des autres sous-secteurs ont connu des augmentations variant entre 3 et 5 p.c.

**Tableau I**  
**Prix à la consommation, augmentations annuelles en pourcentages, 1961-1968**

Années	Produits alimentaires	Habitation	Habillement	Transports	Soins personnels et de santé	Divertissement et lecture	Tabac et alcool	Total
1961	1.3	0.4	0.7	0.2	0.6	1.2	0.4	1.0
1962	1.7	1.0	0.9	-0.1	1.8	0.9	1.0	1.1
1963	3.1	1.1	2.5	0.0	2.5	1.3	0.3	1.8
1964	1.5	1.6	2.4	1.0	3.1	1.5	1.8	1.8
1965	2.4	1.6	1.9	3.8	4.6	1.8	1.8	2.2
1966	6.2	2.6	3.7	2.1	3.0	2.7	2.2	3.8
1967	1.2	4.4	5.0	4.2	5.1	5.1	2.5	3.5
1968 1967 janvier à mai	3.8	4.8	3.3	3.0	4.2	4.9	8.9	4.4

Source : *Prices and Price Indexes*, B.F.S., Ottawa.

## COMMENTAIRES

Une autre façon de voir quels secteurs sont le plus affectés par ce mouvement à la hausse consiste à utiliser la classification biens-services. Comme on peut le constater au tableau II, les prix ont monté plus rapidement dans les catégories « biens non durables » et « services », sauf en 1967, pour ce qui est de la première catégorie. Ce qui frappe surtout dans ce tableau, c'est la hausse rapide du prix des services dont le mouvement était déjà bien amorcé en 1965, contrairement aux autres catégories.

Pour terminer ce rapide tour d'horizon, voyons comment se comporte l'indice des prix dans différentes villes canadiennes. D'une façon générale, en 1966 et 1967, le taux d'augmentation tend à s'élever si on va de l'est à l'ouest du pays. Pour ces deux années prises ensemble, l'indice global s'est élevé de 5.2 p.c. dans trois villes des provinces maritimes et de 6.4 p.c. dans six villes des provinces de l'Ouest. Avec 7.3 p.c. d'augmentation, Toronto vient en tête suivi de Montréal (6.9 p.c.) et Ottawa (6.4 p.c.). Si l'on ne considère que les produits alimentaires, le même phénomène se répète mais avec plus de continuité en ce sens que les villes de l'Ouest accusent des taux d'augmentation plus élevés en moyenne que les villes centrales. Dans celles-ci, c'est Ottawa qui vient en tête, suivie de Montréal puis de Toronto. Autre constatation, au cours de la période concernée, l'indice des prix à la consommation a augmenté plus rapidement dans l'ensemble du pays que dans la plupart des villes dont il est question ici. C'est donc apparemment en dehors des grandes villes, mais ayant quand même 30,000 et plus de population<sup>1</sup>, que se seraient produites les hausses les plus prononcées. Évidemment, cette supposition repose sur des indices statistiques qui ne permettent pas d'étudier plus avant ce phénomène. Mais elle soulève un aspect du problème qu'une analyse en profondeur de la hausse des prix ne saurait négliger, à savoir : est-ce que les villes d'importance moyenne, disons entre 30,000 et 100,000 habitants, sont davantage affectées par l'inflation que les grandes villes ? Il y aurait là un problème d'ordre régional qui viendrait s'ajouter à ceux qui sont constitués par les salaires et le chômage et qui attirent de plus en plus l'attention.

Mais laissons cette question de côté et demandons-nous s'il est

---

1. L'indice est, en effet, calculé à partir d'un échantillon de ménages demeurant dans des villes de plus de 30,000 habitants.

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

possible de trouver les causes de ces hausses de prix et, si oui, quelles sont-elles ?

Depuis plusieurs années, on a constaté qu'une période d'expansion économique conduisait au plein emploi des ressources productives et que, une fois arrivé à ce stade, l'augmentation conséquente des revenus face à une production qui ne pouvait alors que s'accroître à un rythme plus lent produisait un déséquilibre entre l'offre et la demande, d'où résultait un accroissement des prix. Il semble bien que ce phénomène se soit répété en 1966 et 1967. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, l'accroissement des prix à la consommation a commencé à se faire sentir en 1965 alors que la production augmentait à un rythme élevé et que le taux de chômage baissait rapidement pour atteindre près de 3 p.c. à la fin de l'année. En 1966 et 1967, on a vu se produire le phénomène bien connu du plafonnement, ou presque, de la production industrielle, accom-

**Tableau II**  
**Prix à la consommation, biens et services, augmentations annuelles en pourcentages**

Années	Biens				Services	
	total	durables	non durables		total	moins logement
			total	produits non alimentaires		
1963	1.7	0.2	2.0	1.0	1.4	2.0
1964	1.3	-0.9	1.7	1.7	2.5	3.7
1965	1.6	0	2.0	1.4	4.2	6.2
1966	3.8	0.3	4.4	2.7	3.5	4.4
1967	2.6	3.1	2.5	3.9	5.3	6.2
1968 1967 janvier à mai	3.9	2.6	4.1	4.5	4.2	4.8

Source : *Prices and Price Indexes*, B.F.S., Ottawa.

pagné de la hausse du taux de chômage et de l'augmentation accélérée des prix. Ces mouvements, dans leur allure générale, sont donc semblables à ceux qui sont apparus au cours des cycles précédents et ne peuvent nous surprendre. À toutes fins pratiques, seule une politique économique gouvernementale appropriée appliquée au bon moment pourrait réussir à atténuer l'augmentation des prix. Le problème reste alors à déterminer la politique « appropriée » et le « bon moment », d'où l'on peut conclure que des hausses de prix de cette nature, au cours des futurs cycles économiques, feront très probablement partie du paysage économique si l'on en juge par l'efficacité de la politique économique suivie jusqu'à présent.

Une fois admise l'existence d'un déséquilibre entre l'offre et la demande au niveau global, on peut se demander dans quelle mesure chacun des secteurs de l'économie a contribué à la hausse des prix à la consommation et de quelle façon. Car, d'une part, comme on le verra, les prix n'augmentent pas en même temps dans toutes les industries. Il peut être intéressant de voir de quels secteurs origine principalement l'augmentation des prix. D'autre part, dans les faits, toute hausse de prix se concrétise par une augmentation des coûts de production des biens et services, c'est-à-dire des prix des matières premières utilisées, ce terme ayant ici un sens très large, et des salaires versés.

Avant d'aller plus loin, deux remarques s'imposent. En premier lieu, la distinction que l'on fait entre deux composantes du coût de production, matières premières et salaires, peut paraître trompeuse. En effet, il est bien évident qu'elles sont étroitement liées dans le processus de production. La matière première d'une entreprise donnée étant le produit fini d'une autre entreprise, son prix est la combinaison de plusieurs facteurs incluant aussi des matières premières et des salaires, et ainsi de suite jusqu'à l'origine du produit à son état brut. La hausse du coût des matières premières pour une industrie donnée se traduira donc largement par une augmentation des salaires dans les industries qui ont contribué à la fabrication de cette matière première et à son transport vers l'industrie utilisatrice, si on exclut les taxes qui peuvent intervenir à un point donné de ce processus. Dire, par exemple, que la hausse du prix d'un produit est due à la hausse du coût des matières

premières plutôt qu'à l'augmentation des salaires n'a de sens qu'à l'intérieur d'une industrie déterminée et cette distinction n'a plus de signification si l'on considère l'ensemble des industries qui forment le processus de production.

En second lieu, nous ne cherchons pas, dans ce commentaire, à savoir si la hausse des prix actuelle est due à l'augmentation des coûts de production (*cost-push inflation*) ou à un excédent de la demande (*demand-pull inflation*). Trop d'éléments nous échappent et, comme nous le verrons, les statistiques utilisées ne révèlent pas grand-chose sur cet aspect du problème. Les quelques remarques que l'on pourra faire le concernant seront plutôt des appréciations subjectives que le résultat d'une étude objective.

Pour revenir aux coûts de production, on constate qu'il n'existe pas d'indices portant spécifiquement sur l'évolution du prix des matières premières utilisées dans l'industrie. Il reste l'indice des prix de gros dont on ne sait pas trop à quoi il se rapporte, de l'aveu même du B.F.S.<sup>2</sup> Il inclut le prix des produits plus les frais ratta-

**Tableau III**  
**Variations annuelles, en pourcentages, des salaires hebdomadaires moyens, 1962-1968**

Années	Forêt	Mines	Fabrication	Construction	Transport et Communications	Commerce	Finance et assurance	Services	Total
1962	4.0	3.1	3.0	2.6	3.1	3.1	3.5	2.5	3.0
1963	5.9	3.5	3.5	4.5	4.3	3.4	3.0	2.0	3.4
1964	5.9	3.7	4.1	5.0	4.2	3.3	5.5	3.1	3.9
1965	5.0	5.5	4.8	7.9	5.9	3.4	7.8	5.6	5.2
1966	8.2	7.2	5.6	11.5	4.2	4.6	5.3	6.7	5.8
1967	8.7	8.2	6.5	8.7	9.9	5.7	6.4	7.4	6.8
<u>1968</u>									
1967 janvier à avril	7.0	8.5	7.1	4.9	8.1	6.1	5.5	5.7	6.4

Source : *Employment and Average Weekly Wages and Salaries*, B.F.S., Ottawa.

2. "Though general wholesale price indexes have been calculated by many countries for years there is no precise answer to the question of what such an index measures." *Prices and Price Indexes*, B.F.S., Ottawa.



chés à leur distribution à l'exception du commerce de détail. Faute de mieux, voyons comment se comporte cet indice.

Si l'on examine l'indice général, on constate que des hausses importantes sont apparues en 1962 (2.9 p.c.) et en 1966 (3.6 p.c.). Les sous-indices montrent que la hausse de 1962 est due aux catégories suivantes : substances végétales, produits animaux, produits du bois, métaux non ferreux. En 1966, l'augmentation n'a pas été davantage générale. Les produits animaux en sont largement responsables, l'indice ayant haussé de 9.4 p.c. (7.9 en 1965). Au cours de 1967, seuls les produits du bois, les métaux non ferreux et les produits chimiques ont augmenté à un taux supérieur à 3 p.c.

L'examen des autres principaux indices des prix de gros vient confirmer les hausses de prix qui sont apparues dès 1962, c'est-à-dire au début de la période d'expansion, pour les produits de la ferme, surtout les produits animaux, ainsi que pour les matières brutes ou partiellement ouvrées. Il apparaîtrait donc que le mouvement des prix origine, au moins en partie, du secteur de l'alimentation et des produits de base, pour se propager, d'autres facteurs aidant, à l'ensemble de l'économie. Bien entendu, il s'agit ici d'une supposition pouvant servir comme première indication et qui repose sur un indice qui est loin d'être satisfaisant pour ce genre d'analyse.

Comment les salaires des travailleurs se sont-ils comportés au cours de cette période ? Sont-ils responsables de la hausse des coûts de production ou sont-ils simplement le résultat de la prospérité économique dont les travailleurs auraient ainsi leur part de bénéfice ? Comme nous l'avons déjà dit, cette question a été, depuis longtemps, débattue et on n'a pu encore y apporter une réponse suffisamment précise et convaincante. La simultanéité des hausses de prix et des hausses de salaires de 1962 à 1967, par exemple, ne nous avance à rien pour ce qui est de la question posée. En effet, l'indice des gains horaires moyens, dans le secteur de la fabrication, a augmenté en pourcentage, pour la période concernée, respectivement de 2.7, 3.8, 3.6, 4.8, 6.1, 6.9. Si on rapproche ces pourcentages de ceux du tableau I, il est facile de constater qu'ils ne précèdent ni ne suivent la hausse des prix. Il est vrai que seul le secteur de la fabrication a été pris ici en considération même si plus de 40 p.c. des travailleurs s'y trouvent.

Le tableau III montre le comportement des autres secteurs pour ce qui est des changements dans les salaires. Bien qu'il s'agisse, dans ce tableau, des gains hebdomadaires moyens et non plus des salaires horaires, la tendance pour l'ensemble des industries est semblable à ce que nous avons constaté antérieurement. On peut voir que la hausse des salaires est générale mais qu'elle varie en intensité d'une industrie à l'autre. L'industrie forestière a subi les plus fortes augmentations jusqu'en 1964 pour se classer au deuxième rang en 1966 et 1967. Les secteurs suivants accusent des augmentations fortes en 1966 et 1967 : forêt, mines, construction, transport et communications, services.

Il est certain que des augmentations de salaires de cet ordre ne peuvent pas manquer d'exercer un effet sur les prix. Cependant, même en décomposant l'indice global en sous-indices, comme nous venons de le faire, on ne voit pas de relation de cause à effet entre ces augmentations et celles des prix de gros. De toute façon, pour rechercher si une telle relation existe, il faudrait pousser l'étude beaucoup plus loin et tenir compte des liaisons interindustrielles afin d'établir les influences réciproques. Il serait sûrement intéressant de voir jusqu'où on peut aller dans cette voie de recherche.

En somme, on constate que jusqu'en 1965, l'industrie a pu « absorber » assez bien, en général, les augmentations de salaires, moins fortes, il est vrai, qu'au cours des deux années suivantes, puisque les hausses de prix ont quand même été modérées et que les profits des compagnies ont augmenté d'une façon substantielle. En effet, leur taux d'accroissement annuel s'est situé entre 8 et 15 p.c. de 1962 à 1965. Toutefois, en 1966 et 1967, ils ont légèrement diminué malgré des hausses de prix plus fortes. Ceci s'explique évidemment par le plafonnement de la production industrielle et la montée des salaires à un rythme accéléré. Il faut dire, toutefois, que les profits sont encore à un niveau très élevé par rapport au début de la présente décennie, à la suite de la remontée qu'ils ont subie principalement durant le troisième trimestre de 1967. La proportion des bénéfices des sociétés, avant impôt, dans le revenu national net, est passée graduellement de 11.9 p.c. en 1962 à 13.3 p.c. en 1965 pour retomber à 10.8 p.c. en 1967. De son côté, la rémunération des salariés, par rapport au revenu national net, au cours des mêmes années, a été respectivement de 66.3, 67.3 et 70 p.c.

## COMMENTAIRES

Donc, la masse salariale s'est accrue à peu près dans la même proportion que le revenu national net alors que l'économie se dirigeait vers le plein emploi, la masse des profits s'accroissant, de son côté, plus rapidement que le revenu national net. Dès que le sommet du cycle eût été atteint, la part des profits s'est mise à décroître alors que la part des salaires s'est mise à augmenter plus rapidement que le revenu national. Celle-ci a continué d'ailleurs à s'accroître en 1967, malgré l'augmentation du chômage, d'où la persistance de la demande élevée pour les biens et les services.

Si le cycle actuel de l'économie canadienne a présenté jusqu'en 1966 l'allure qu'on lui connaissait déjà, il présente, depuis 1967, cette particularité d'une augmentation à la fois du chômage et des salaires en même temps qu'un fort ralentissement des investissements. L'économie n'est plus au plein emploi et les prix continuent à augmenter. Les remèdes traditionnels utilisés par le gouvernement pour combattre la hausse des prix ne semblent pas d'une grande utilité devant cette situation. Il est fort probable qu'elles contribueraient, au contraire, à détériorer la situation. Par contre, une politique prix-revenus aurait sûrement plus de chances d'améliorer la situation actuelle.

Denis GERMAIN